

**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

SUISSE

La communication ci-après, datée du 13 septembre 2021, et adressés par la Suisse, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

1 INTRODUCTION

1. Au paragraphe 11.2 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (document WT/MIN(01)/17), adoptée à Doha le 14 novembre 2001, les pays développés Membres ont réaffirmé leur engagement d'offrir des incitations aux entreprises et aux institutions afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologies vers les pays les moins avancés Membres ("PMA"), conformément aux dispositions de l'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC). Dans sa décision du 19 février 2003 (document IP/C/28), le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Conseil des ADPIC) est convenu que les pays développés Membres présenteraient des rapports annuels sur les mesures qu'ils avaient prises ou envisagé de prendre conformément aux engagements qu'ils avaient contractés en vertu de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. En outre, il a été convenu qu'ils présenteraient un nouveau rapport détaillé tous les trois ans et une mise à jour les années intermédiaires.

2. Conformément à cette obligation, et compte tenu de la Décision du Conseil des ADPIC, la Suisse présente son rapport actualisé sur les mesures prises ou prévues. Ce rapport rend compte de tous les faits nouveaux pertinents intervenus en Suisse.

3. Par "transfert de technologies", la Suisse entend un large éventail de processus englobant les transferts de savoir-faire, d'expérience et de matériel entre différentes parties prenantes telles que pouvoirs publics, entités du secteur privé, institutions financières, ONG et institutions de recherche/d'enseignement. Les incitations et les activités dont il est rendu compte ici relèvent de l'un des quatre modes essentiels suivants de transfert de technologies: i) les objets physiques ou le matériel; ii) les compétences et les aspects humains et organisationnels de la gestion et de l'apprentissage technologiques; iii) les dessins et modèles qui constituent la forme documentaire des connaissances en matière d'information et de technologie; et iv) les liaisons entre les systèmes de production dans le cadre desquels la technologie est utilisée, y compris l'environnement favorable aux transferts en question. L'investissement étranger direct, l'aide publique au développement (APD; voir plus loin le paragraphe 4.2), le capital-risque, ou d'autres instruments comme le crédit commercial, sont tous des outils importants permettant de financer le transfert de technologies. Le présent rapport est centré sur le transfert de technologies financé grâce à l'APD. La Suisse offre des incitations dans de nombreux secteurs qui contribuent au développement durable dans les PMA et elle considère que cette assistance devrait porter sur tous les domaines et non pas être limitée à certains d'entre eux.

2 ORGANISMES PUBLICS INTERVENANT DANS L'OFFRE D'INCITATIONS EN VUE DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

4. En Suisse, il y a principalement deux organismes publics qui interviennent dans la fourniture d'incitations directes ou indirectes aux entreprises et institutions suisses ainsi qu'à celles d'autres pays développés Membres pour qu'elles mènent des activités entraînant un transfert de technologies vers les PMA. Il s'agit de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Ces deux organismes sont conjointement responsables de la formulation et de la mise en œuvre de la politique internationale de la Suisse en matière de coopération pour le développement.¹ La DDC remplit une fonction de coordination générale pour les questions se rapportant à la coopération au service du développement et à l'aide humanitaire, tandis que le SECO est l'autorité compétente chargée du développement économique et de l'intégration dans l'économie mondiale des pays en développement et des pays en transition.

5. Autre organisme suisse participant à des activités de transfert de technologies: le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Agissant en vertu du mandat que le gouvernement fédéral lui a conféré, le FNS soutient la recherche à l'intérieur et à l'extérieur des universités, et encourage les jeunes talents scientifiques. Au niveau international, il entend apporter une contribution positive – grâce à ses programmes de recherche – à la recherche scientifique dans des régions du monde où cela est utile et promouvoir la coopération dans ce domaine entre ces régions et la Suisse. Actuellement, il mène, en collaboration avec la DDC, un vaste programme de partenariat pour la recherche avec les pays en développement, comprenant plusieurs projets en cours de réalisation dans des PMA (voir l'annexe I).

3 DOMAINES D'ACTIVITÉ DANS LESQUELS LA SUISSE ASSURE UN TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

6. La Suisse favorise le transfert de technologies dans des domaines qui sont importants pour les PMA. En particulier, le gouvernement suisse encourage le transfert de technologies vers les PMA dans les domaines de la santé publique, des produits pharmaceutiques, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de la gouvernance foncière, de l'agriculture, de l'industrie et de la sécurité alimentaire, de l'industrie mécanique, des textiles, de l'industrie chimique, de la facilitation des échanges, des énergies propres, de l'efficacité énergétique et de l'écotechnologie, de l'adaptation au changement climatique et de la protection des droits de propriété intellectuelle. On trouvera dans les annexes I et II un tour d'horizon des projets en cours.

7. La Suisse favorise et encourage le transfert de technologies vers les PMA dans les domaines où elle possède des compétences spécialisées, comme l'industrie mécanique, ou encore la fabrication d'instruments de précision et les produits chimiques. Elle favorise aussi activement le transfert de technologies respectueuses de l'environnement vers les PMA. À cet égard, elle s'attache à transférer non seulement les connaissances en la matière, mais aussi les méthodes qui contribuent au respect des normes environnementales. Ces programmes sont plus particulièrement axés sur le transfert de technologies dans les secteurs de la métallurgie, du papier, du ciment, des produits alimentaires et des textiles. En outre, la Suisse soutient le transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité d'utilisation des ressources, grâce à sa plate-forme REPIC par exemple.

8. Le gouvernement suisse encourage le transfert de technologies de la Suisse vers les PMA de différentes façons, parmi lesquelles le financement de la recherche, des services de conseil et d'autres formes d'aide, en particulier dans les domaines de la santé publique, de l'agriculture et de la gestion durable de l'eau. Les nouveaux projets présentés dans le rapport de cette année confirment l'engagement constant de la Suisse dans ces domaines.

¹ Conjointement avec la Division Sécurité humaine (la DSH, qui est une division distincte de la DDC; toutes deux relevant du Département fédéral des affaires étrangères), la DDC et le SECO sont les trois intervenants suisses responsables de la coopération internationale. Cependant, la DSH n'est pas impliquée dans le transfert de technologies puisque la promotion de la paix et des droits de l'homme est au cœur de ses activités tel qu'indiqué dans la stratégie de politique étrangère du Conseil fédéral.

4 NIVEAUX DES ACTIVITÉS DE LA SUISSE FAVORISANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES VERS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

9. Les activités et les incitations de la Suisse concernant le transfert de technologies ont pour objectif d'accroître le flux de technologies vers les PMA et les pays en développement et de renforcer les capacités permettant aux pays bénéficiaires d'évaluer, d'adopter, de gérer et d'appliquer ces technologies. Parmi les activités auxquelles les pouvoirs publics suisses apportent leur soutien, on compte des projets aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral.

10. Les activités du SECO et de la DDC relevant de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC sont menées au titre de l'APD suisse. Les projets et programmes relevant de l'APD suisse comportent des initiatives bilatérales, multilatérales et multilatérales et visent principalement un groupe de pays prioritaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, ainsi qu'en Europe du Sud-Est. Bon nombre de ces projets consistent en des contrats passés avec des entreprises et institutions de Suisse ainsi que d'autres Membres pour qu'elles mettent leurs connaissances et leurs technologies au service du développement des ressources humaines, de l'infrastructure et du secteur privé dans les PMA.

11. Au niveau multilatéral, la Suisse contribue à divers fonds fiduciaires d'assistance technique en liaison avec le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Fonds monétaire international. Ces fonds sont à la disposition des responsables de projets dans ces banques ou des pays qui recherchent un financement pour l'assistance technique et le transfert de technologies. La Suisse a récemment participé aux négociations sur la 19^{ème} reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-19) et apportera une contribution de 683 millions de CHF. Elle a participé à la 15^{ème} reconstitution des ressources du Fonds africain de développement en 2019, et apportera une contribution de 196 millions de CHF. Elle a participé à la 12^{ème} reconstitution des ressources du Fonds asiatique de développement en 2020, et apportera une contribution de 25 millions de CHF. Outre sa coopération avec ces institutions financières, la Suisse participe aussi aux projets de développement de nombreuses autres organisations internationales. Parmi les organisations qui gèrent des projets semblables figurent l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle*² (OMPI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques* (INTOSAI). Divers établissements internationaux de recherche, comme les nombreux centres spécialisés du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), bénéficient aussi du soutien de la Suisse. En outre, la Suisse a participé à la première reconstitution du Fonds vert pour le climat pour la période 2020-2023 et apportera une contribution de 150 millions d'USD.

12. La Suisse soutient plusieurs projets bilatéraux et multilatéraux destinés à favoriser l'investissement ainsi que l'efficacité, l'efficacités et l'incidence durable des échanges. Pour ce qui est de la promotion des investissements, la Suisse s'efforce de mobiliser des capitaux privés, des savoir-faire et des technologies (par exemple les applications mobiles de transfert d'argent) de manière à renforcer l'accès au financement des entreprises et des ménages ainsi que l'intermédiation financière dans les PMA, et à faciliter les investissements directs ou la création de coentreprises permettant le transfert de savoir-faire et de technologies. En ce qui concerne l'amélioration de la coopération dans le domaine du commerce, la Suisse coopère au niveau bilatéral, ainsi qu'avec des organismes bilatéraux ou multilatéraux. L'aide relative au commerce dont bénéficient les PMA est essentiellement fournie par le biais de programmes et d'organismes multilatéraux tels que le Cadre intégré renforcé* (CIR) et le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives.* Dans le cadre de ces structures, il a été conclu des partenariats thématiques spéciaux avec l'ITC, la CNUCED, l'OIT et l'ONUDI, ainsi qu'avec certaines ONG. La Suisse a conclu

² Ces organisations n'entrent pas dans la structure de l'APD.

et continue de conclure un grand nombre d'accords bilatéraux avec des PMA, lesquels favorisent et protègent les investissements, ainsi que des conventions relatives à la double imposition.³

5 MOYENS D'ACTION FAVORISANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

13. L'un des principaux objectifs de la coopération de la Suisse en matière économique et commerciale est le transfert de technologies modernes et de savoir-faire vers les pays bénéficiaires pour leur permettre de moderniser leurs installations de production afin de satisfaire aux exigences des marchés mondiaux et d'être plus compétitifs dans l'économie mondiale. Favoriser l'investissement et la conclusion d'accords de coopération entre les secteurs privés du Nord, du Sud et de l'Est constitue un moyen d'action important en faveur du développement, dont l'objectif premier est de favoriser le développement durable dans ces pays partenaires.

5.1 Soutien des investissements du secteur privé dans les pays les moins avancés

14. La Suisse encourage le transfert de technologies vers les PMA en soutenant de diverses manières les petites et moyennes entreprises (PME). Par exemple, elle dispense des conseils techniques aux PME domiciliées dans des PMA tels que le Bangladesh. Par ailleurs, la Suisse encourage les PME et les entrepreneurs suisses à investir dans les PMA pour améliorer le transfert de technologies vers ces pays. Le Start-up Fund (SSF) du SECO est un instrument de prêt mis en place par le SECO en 1998 et administré par *FINANCEcontact*. Il vise à promouvoir les projets d'investissement du secteur privé dans les pays en développement et en transition, y compris les PMA. Ces projets doivent être commercialement viables et répondre aux normes environnementales et sociales reconnues. Les investissements effectués dans des pays en développement et en transition présentent des risques commerciaux plus importants que ceux que l'on rencontre généralement dans les pays occidentaux. Le SSF permet de partager les coûts de financement et les risques avec les investisseurs. À cette fin, il cofinance la phase initiale du projet d'investissement. Le financement est octroyé sous la forme d'un prêt remboursable sur sept ans. Le SSF du SECO a pour but de permettre le transfert de capitaux, de savoir-faire technologiques et de compétences en matière de gestion. Il a soutenu activement les activités des PME dans les PMA et les pays en transition dans le cadre de plus de 120 projets et en créant plus de 16 000 emplois.

15. Le transfert de technologies vers les PMA s'effectue aussi grâce à des organismes caritatifs suisses qui y sont encouragés par les régimes d'exonération fiscale mis en place par le gouvernement suisse. Cette pratique va dans le sens de l'incitation numéro 7 qui est proposée dans le document de séance que le Groupe des PMA a fait distribuer en 2018. La Fondation Novartis pour le développement durable est un exemple d'institution suisse bénéficiant d'incitations fiscales en raison du transfert de technologies qu'elle effectue vers les PMA. Non seulement elle fournit une grande quantité de médicaments gratuits à de nombreux PMA, mais elle gère aussi divers projets liés à la santé publique, y compris une formation locale visant à favoriser la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, la formation et l'encadrement du personnel de santé, et la mise en place d'une infrastructure de formation.

16. La Suisse soutient la participation privée aux infrastructures des pays en développement par l'intermédiaire des sociétés du Private Infrastructure Development Group (PIDG) (Groupe de développement des infrastructures privées). Ces différentes sociétés se concentrent uniquement sur l'infrastructure et sont actives tout au long du cycle des infrastructures (conception, développement initial, construction et exploitation). Cela permet au PIDG de prendre des risques mesurés. Les risques peuvent être liés aux pays dans lesquels le PIDG travaille (pays les moins avancés ou états fragiles), aux types de projets (nouvelles technologies ou nouvelles installations) ou au type de produit financier (comme les garanties en monnaie locale). Le PIDG intervient dans des situations dans lesquelles le secteur privé ne serait pas autrement disposé ou à même d'investir. Les projets d'infrastructure soutenus par le PIDG sont en grande partie financés et entièrement mis en œuvre par des acteurs commerciaux du secteur privé. Depuis 2002, et grâce à la participation du PIDG, plus de 170 projets ont obtenu leur financement et plus de 110 d'entre eux sont maintenant opérationnels.

³ Disponible à l'adresse suivante:

https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Internationale_Investitionen/Vertragspolitik_der_Schweiz/overview-of-bits.html

17. La plupart des projets soutenus par le PIDG emploient des gestionnaires et des intervenants locaux qui sont recrutés sur la base de qualifications appropriées qu'ils ont déjà mais qui suivent tous une formation sur le tas. Le pourcentage des frais de formation par rapport au coût d'investissement total d'un projet varie énormément et dépend du type d'infrastructure mise en place, du nombre de personnes employées et du type de technologie utilisée. Il est rare que les sociétés rattachées au PIDG qui soutiennent un projet prennent en charge les frais de formation ayant trait à la technologie, dans la mesure où ces frais font partie du coût d'investissement total du projet. Toutefois, des dons au titre de l'assistance technique ont parfois été accordés à titre exceptionnel pour qu'une formation ayant trait à la technologie soit dispensée dans le cadre de projets soutenus par le PIDG. Ces frais de formation peut représenter environ 10% du coût d'investissement total du projet.

18. La Suisse soutient le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables du Fonds d'investissement climatiques en faveur des pays à faible revenu, dont la plupart sont des pays ayant le statut de PMA (17), qui finance des activités de renforcement des capacités et des projets d'infrastructure. Ceux-ci comprennent également des transferts de technologies axées sur les énergies renouvelables.

19. Enfin, le gouvernement suisse, par l'intermédiaire du *Swiss Investment Fund for Emerging Markets* (SIFEM AG), fournit également un financement à long terme aux petites et moyennes entreprises des PMA, au moyen de fonds de capital-risque locaux ou régionaux. Ces fonds servent à fournir aux PME des pays visés du capital risque, des prêts ou une combinaison des deux, qui s'accompagne d'une assistance technique aux entreprises bénéficiaires dans de nombreux domaines comme la formation professionnelle, les aspects sociaux, environnementaux et de gouvernance d'entreprise, la gestion des risques et le renforcement des capacités. On peut citer comme exemples l'*Agricultural Rural Impulse Fund* (5 millions de CHF), le *Business Partners International East Africa Fund* (4 millions de CHF), le NAVIS VIII CAMBODIA LAOS MYANMAR VIET NAM Fund (154 millions de CHF), le METIER SUSTAINABLE CAPITAL INTERNATIONAL FUND (10 millions de CHF) ou l'*Ethos Mezzanine Partners III* (10 millions de CHF), en association avec un fonds d'assistance technique séparé (*Technical Assistance Facility*), en vue du financement par le gouvernement suisse de la formation et du renforcement des capacités (4 millions de CHF).

5.2 Renseignements sur l'établissement à des fins commerciales d'entreprises des PMA en Suisse et dans d'autres pays développés

20. Le *Programme suisse de promotion des importations* (SIPPO) aide les organismes de soutien aux entreprises de certains pays en développement et pays en transition, y compris des PMA, en fournissant des services de développement organisationnel et de renforcement des capacités. Le programme collabore avec les organismes de soutien aux entreprises pour assurer la mise en relation, la mise en réseau et l'étude de marché en vue de fournir des services à leurs membres (des PME tournées vers l'exportation).

21. L'accès des PMA à de nouveaux marchés est facilité par le Service d'assistance pour le commerce mondial. Cette plate-forme Web, soutenue par la Suisse, simplifie la recherche de nouveaux marchés pour les entreprises en intégrant des renseignements commerciaux et économiques dans un outil en ligne convivial. Elle fournit des renseignements accessibles et complets, qui vont des procédures commerciales pertinentes à l'exportation aux contrats commerciaux sur le marché de destination, en passant par les renseignements sur l'accès aux marchés.

5.3 Assistance financière et garanties contre les risques à l'exportation

22. La Suisse fournit aussi une aide financière non remboursable (dons) aux PMA pour la construction, la remise en état ou l'agrandissement des infrastructures. La contribution, sous forme de dons, de la Suisse à ces projets couvre aussi le transfert de technologies, les services de consultants pour l'exécution de projets et les services d'experts en matière de réformes institutionnelles (gestion) et sectorielles. Un accent particulier est mis sur l'établissement de partenariats public privé pour les services d'infrastructure.

5.4 Commerce et coopération dans le domaine des technologies non polluantes

23. La Suisse axe ses efforts sur la promotion du transfert de technologies respectueuses de l'environnement. Elle a mis sur pied un vaste programme prévoyant la création de ce que l'on appelle des "centres pour une production moins polluante", qui offrent aux entreprises privées et au secteur public des PMA une gamme étendue de services : informations générales, diagnostics d'entreprise, ateliers, projets témoins, renforcement des capacités et aide à l'élaboration de projets susceptibles d'être financés. Ces services sont fournis avec le concours d'instituts techniques, d'universités et d'entreprises sectorielles en Suisse et dans d'autres pays développés Membres. Le Programme mondial pour les parcs éco industriels (GEIPP) nouvellement créé et mis en place, qui vise à démontrer la viabilité et les avantages de l'écologisation des parcs industriels existants en améliorant la productivité des ressources et les résultats des entreprises sur les plans économique, environnemental et social, comporte un volet de portée mondiale sur le développement des connaissances. Son objectif est de générer et de diffuser des connaissances issues d'initiatives passées et actuelles, qui peuvent être utilisées pour réunir les conditions préalables requises afférentes aux parcs éco industriels, y compris dans les PMA.

24. L'Initiative pour le commerce durable (IDH) permet aux producteurs des pays en développement, y compris les PMA, d'avoir accès au savoir-faire relatif aux méthodes de production durables d'un point de vue social et environnemental, ce qui les aide à accroître leur part de marché pour les principaux produits cibles, y compris le coton, le cacao et le café. La Suisse soutient aussi des programmes d'économie d'énergie destinés à atténuer les émissions de CO₂ au niveau mondial et à lutter contre la pollution de l'air au niveau national. Les secteurs visés sont la circulation routière et les transports ainsi que les PME (fonderies, verreries, briqueteries, par exemple). L'objectif principal est de développer le potentiel des partenaires locaux (renforcement des capacités) et de mettre en commun les compétences techniques internationales afin de trouver des solutions appropriées au niveau local (transfert global de technologie). Ces programmes pilotes sont ensuite évalués, font l'objet d'un rapport et sont diffusés à l'échelle nationale. En outre, la Suisse appuie le transfert de savoir-faire, la formation professionnelle et les équipements d'infrastructure dans le domaine de la surveillance de l'environnement et de la gestion des produits chimiques.

25. Par des programmes spécifiques de promotion du commerce, la Suisse favorise l'intégration des PMA dans l'économie mondiale. Dans le contexte du *Cadre intégré renforcé* (CIR), la Suisse s'est associée au *Groupement interinstitutions des Nations Unies pour la coordination concernant le commerce et la capacité de production, afin de soutenir l'intégration des PMA dans le système commercial mondial*. Jusqu'à présent, trois programmes par pays ont été lancés, un en RDP lao (2010-2017, terminé), un autre en Tanzanie (2014-2018, achevé), et au Myanmar (en cours depuis 2018).

5.5 Séminaire

26. L'Institut tropical suisse, désormais l'Institut tropical et de santé publique suisse, offre un cours d'études supérieures intitulé : "Santé et gestion sanitaires dans les pays tropicaux". Plus de la moitié des participants viennent habituellement de PMA. Leur participation est rendue possible par les bourses d'études accordées par le gouvernement suisse. Dans le cadre de son Programme mondial pour les droits de propriété intellectuelle (GPIPR), la Suisse propose des formations en matière de propriété intellectuelle pour aider les pays en développement et les pays les moins avancés, ainsi que les économies émergentes, à mettre en place une protection efficace et effective des droits de propriété intellectuelle, afin de soutenir le développement économique et de faciliter la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Dans le cadre du GPIPR, un projet est en cours au Myanmar.

5.6 Activités de recherche

27. La Suisse pratique un autre mode de transfert de technologies, qui consiste à collaborer directement avec des organisations internationales et/ou des PMA dans le cadre d'activités de recherche, notamment en santé publique et sur des questions transversales dans l'agriculture. La DDC favorise les partenariats de recherche dans un certain nombre de PMA, y compris par un soutien dans le cadre du *Swiss Programme for Research on Global Issues for Development exécuté conjointement avec le Fonds national suisse de la recherche scientifique* (FNS).

5.7 Soutien aux initiatives mondiales pour la santé

28. La Suisse participe aussi à diverses initiatives mondiales visant à lutter contre les maladies qui touchent en particulier les PMA, comme la malaria. La DDC appuie par exemple *Medicines for Malaria Venture, la Foundation for Innovative New Diagnostics et la Drugs for Neglected Diseases Initiative*. Grâce à ces engagements, la Suisse favorise le développement et la fourniture de nouveaux traitements et/ou de trousse de diagnostic des maladies tropicales.

5.8 Autres instruments

29. Outre les activités susmentionnées, la Suisse participe également au renforcement des capacités et au transfert de technologies au profit des pays en développement et des pays les moins avancés conformément à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à ses dispositions relatives à l'accès aux ressources et au partage des avantages.

30. En outre, la Suisse et d'autres donateurs aux vues similaires ont soutenu le Système de gestion de la dette et d'analyse financière de la CNUCED (SYGADE). L'initiative du SYGADE vise à aider les PMA et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) à opter pour une saine gestion de leur dette publique. Le programme fournit essentiellement aux gouvernements un système de TI moderne et constamment mis à jour qui produit des données complètes, actualisées et fiables concernant la dette et permet d'effectuer des analyses exhaustives. Près de 60 pays s'appuient actuellement sur le SYGADE pour gérer le portefeuille de leur dette. La Suisse soutient le programme depuis sa création dans les années 1980 et elle y contribue actuellement pour 5,26 millions de CHF pour 2017-2022.

6 OBSERVATIONS FINALES

31. Le transfert de technologies vers les PMA continue de poser des défis et la Suisse réaffirme l'engagement qu'elle a pris de participer activement au débat sur les moyens de le favoriser. Par les diverses incitations décrites dans le présent rapport, la Suisse contribue considérablement au transfert, en particulier, de savoir-faire aux PMA dans le cadre de ses activités de coopération économique et de coopération pour le développement. Elle s'emploie ainsi à renforcer les capacités des PMA partenaires en vue de la mise en place de conditions propres à encourager l'investissement, à rendre les industries plus efficaces et compétitives, et à aider les producteurs à se rattacher à l'économie mondiale. Cela crée en outre des possibilités de synergies supplémentaires avec le secteur privé. Pour la Suisse, ce qui est particulièrement important, c'est de promouvoir les technologies fondées sur des méthodes de production durables.

32. Comme il a été dit dans les rapports précédents, les incitations publiques en faveur du transfert de technologies vers des pays tiers ne sont que l'un des nombreux facteurs entrant dans les décisions stratégiques des entreprises quant aux destinataires de leurs investissements étrangers et de leurs transferts de technologies innovantes. Les conditions générales dans les PMA sont souvent défavorables aux entreprises étrangères qui, en principe, auraient la capacité et la volonté de transférer leurs technologies et leur savoir-faire. Les PMA sont donc encouragés à œuvrer sans relâche à la mise en place d'un cadre propice à l'investissement étranger et au transfert de technologies. Parmi les facteurs décisifs qui contribuent à attirer la technologie, on peut citer des conditions macroéconomiques et microéconomiques globalement favorables, un cadre juridique et réglementaire sûr (comprenant un système judiciaire imputable, une protection suffisante des droits de propriété intellectuelle et une administration publique efficace) ainsi qu'un potentiel commercial au niveau national.

ANNEXE I**7 PARTENARIATS POUR LA RECHERCHE AVEC DES PMA**

33. Les partenariats pour la recherche entre la Suisse et les pays en développement, y compris les PMA, ont été intégrés dans le Swiss Programme for Research on Global Issues for Development – le programme r4d (<http://www.r4d.ch>) – une initiative conjointe de financement de la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse et du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS).

34. Le programme conjoint soutient les recherches pertinentes pour le développement dans le but de régler des questions globales et en s'intéressant en particulier aux pays les moins avancés et aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il est susceptible d'impliquer le transfert de technologies entre des chercheurs suisses et des chercheurs de pays en développement, y compris des chercheurs de PMA. Il comprend cinq modules thématiques et un module de recherche sans sujets prédéterminés.

35. Les cinq modules thématiques sont les suivants:

- a. les causes et mécanismes de résolution des conflits sociaux dans un contexte d'institutions faibles ou d'État fragile
- b. l'emploi dans le contexte du développement durable;
- c. l'innovation dans les systèmes agricoles et alimentaires pour la sécurité alimentaire;
- d. la gestion durable des écosystèmes pour la prestation de services écosystémiques; et
- e. les systèmes d'approvisionnement et les mécanismes de financement dans le secteur de la santé.

36. Actuellement, 57 projets sont financés par le programme r4d. Les PMA visés par le programme comprennent le Mozambique, le Népal, le Burkina Faso, la RDP lao, le Bangladesh, l'Éthiopie, Madagascar, la Zambie, le Mali, Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, le Lesotho, le Malawi, le Soudan du Sud, le Cambodge, le Bénin, le Myanmar, le Sénégal, l'Ouganda et le Togo. Un budget total de 97,6 millions de CHF est disponible pour la durée de l'ensemble du programme qui va de 2012 à 2022. La contribution de la DDC s'élève à 72 millions de CHF et celle du FNS, à 25,6 millions de CHF.

ANNEXE II¹

Nom du programme ou du projet	Système de gestion de la dette et d'analyse financière de la CNUCED (SYGADE)
Objectif ou objet	Renforcer la capacité des PMA et des PRI, tranche inférieure, à gérer leur dette d'une manière efficace et viable
Organisme offrant les incitations	CNUCED
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Guinée-Bissau; Haïti; Madagascar; Mauritanie; Ouganda; RDP lao; République centrafricaine; République démocratique du Congo; Rwanda; Tchad; Togo; Yémen
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	5 260 000 CHF (3 millions de CHF pour le cycle de financement 2017-2020; la Suisse finance le SYGADE depuis les années 1980)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Technologie de l'information pour la gestion financière publique Type de technologie transférée: Logiciel spécialisé permettant aux gouvernements de gérer la dette publique
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication
Résultats/incidence	59 pays s'appuyaient sur le SYGADE en 2019 pour gérer le portefeuille de leur dette
Statut du programme ou du projet	En cours d'élaboration pour une mise en œuvre future
Durée et calendrier	Depuis les années 1980 jusqu'à ce jour
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	wemu.sekretariat@seco.admin.ch

¹ En anglais et en français seulement

Nom du programme ou du projet	Initiative pour le commerce durable (IDH)
Objectif ou objet	Faire de la chaîne d'approvisionnement en produits une chaîne tournée vers la durabilité grâce à l'établissement de PPP
Organisme offrant les incitations	Initiative Duurzame Handel/Initiative pour le commerce durable (IDH)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2013-2020, sauf indication contraire: n.d. (les investissements du SECO totalisent 30 millions de CHF)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Accroître et rendre durable la productivité des producteurs de certaines matières premières (coton, cacao, café) de manière à permettre leur meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales Type de technologie transférée: Savoir-faire relatifs à l'accroissement de la productivité des producteurs de certaines matières premières et à l'accès au financement (coton, cacao, café) de manière à permettre leur meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales
Catégorie de technologie	Autres
Résultats/incidence	Contribution aux objectifs 1, 2, 5, 8, 12 et 15 du Programme 2003
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2013-2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	wehu-secretariat@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Programme suisse de promotion des importations (SIPPO)
Objectif ou objet	Promouvoir les exportations vers le marché suisse et les marchés européens
Organisme offrant les incitations	Swisscontact
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	22 400 000 CHF
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Savoir-faire commercial Type de technologie transférée: Renforcement des capacités institutionnelles, mesure des résultats, information sur les marchés, mise en relation, transfert et échange de connaissances
Catégorie de technologie	Autres
Résultats/incidence	Accroissement des exportations/création d'emplois
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Programme mondial pour les parcs éco industriels (ONU/NUDI)
Objectif ou objet	Amélioration de la compétitivité industrielle par une production plus propre
Organisme offrant les incitations	Dialogue sur les politiques, formation de consultants, diagnostics d'entreprises, conjointement avec l'ONU/NUDI
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour l'ensemble du programme: 17 125 000 CHF; budget pour le volet consacré au développement des connaissances: 1 250 000 CHF
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Industrie/environnement production plus propre: identification et application de technologies respectueuses de l'environnement Type de technologie transférée: Méthodes de production plus propres et efficaces sur le plan de l'utilisation des ressources
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	Réduction des émissions, diminution de l'incidence négative sur l'environnement, amélioration de la compétitivité industrielle
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2023
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN)
Objectif ou objet	Favoriser le développement et le transfert de technologies dans un grand nombre de secteurs à des fins d'adaptation aux effets du changement climatique et d'atténuation de ces effets
Organisme offrant les incitations	Assistance technique et renforcement des capacités, partage des connaissances, collaboration et réseautage
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget: 4 000 000 CHF
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: assistance technique fournie par des experts dans des secteurs spécifiques des technologies relatives au climat Type de technologie transférée: Savoir-faire dans des secteurs où il est nécessaire de s'adapter aux effets du changement climatique et d'atténuer ces effets
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Réduction des émissions, diminution de l'incidence négative sur l'environnement, amélioration de la compétitivité industrielle
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2016-2020
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	PIDG – Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF, Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente)
Objectif ou objet	Augmenter les volumes du financement des investissements à long terme
Organisme offrant les incitations	PIDG – Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF, Fonds pour les infrastructures de l'Afrique émergente)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2015, sauf indication contraire: n.d. (les investissements du SECO totalisent jusqu'à présent 22 millions d'USD)
Domaine technologique	Type de technologie transférée: Assistance technique dans le secteur des services financiers liés aux investissements en infrastructure (énergies renouvelables, télécommunications, infrastructure industrielle, par exemple). Domaine visé par le transfert de technologies: Savoir-faire se rapportant à la mobilisation de l'investissement privé pour les infrastructures privées
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Augmentation de l'investissement privé à long terme dans les infrastructures privées
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2001 – ouvert
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	PIDG – GarantCo
Objectif ou objet	Augmenter les volumes du financement des investissements en monnaie locale
Organisme offrant les incitations	PIDG – GarantCo
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2015, sauf indication contraire: n.d. (les investissements du SECO totalisent jusqu'à présent 44 millions d'USD)
Domaine technologique	Domaine technologique: Assistance technique dans le secteur des services financiers (développement des marchés de capitaux locaux) liés à des projets d'infrastructure (transports, télécommunications, infrastructure industrielle, par exemple) Type de technologie transférée: Savoir-faire dans le domaine des risques de change et des prêts en monnaie locale
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Augmentation des volumes des investissements privés en monnaie locale dans les infrastructures privées
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2006 – ouvert
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	PIDG – InfraCo Africa
Objectif ou objet	Développer des projets d'infrastructures nouvelles
Organisme offrant les incitations	PIDG – InfraCo Africa
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ouganda; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2015, sauf indication contraire: n.d. (les investissements du SECO totalisent jusqu'à présent 33 millions d'USD)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Énergies renouvelables, infrastructures agricoles, transports Type de technologie transférée: Structuration et gestion financière du développement des projets d'infrastructure
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Nouvelles/meilleures infrastructures, création d'emplois
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2005 – ouvert
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	PIDG – InfraCo Asia
Objectif ou objet	Développer des projets d'infrastructures nouvelles
Organisme offrant les incitations	PIDG – InfraCo Asia
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge; Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2015, sauf indication contraire: (les investissements du SECO totalisent jusqu'à présent 19 millions d'USD)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Énergies renouvelables, infrastructures agricoles Type de technologie transférée: Structuration et gestion financière du développement des projets d'infrastructure/exploitations agricoles fonctionnant à l'énergie solaire
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Nouvelles/meilleures infrastructures, création d'emplois
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2010 – ouvert
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	PIDG – Technical Assistance Facility
Objectif ou objet	Renforcer les connaissances techniques spécialisées dans les projets d'infrastructure
Organisme offrant les incitations	PIDG – Technical Assistance Facility
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2015, sauf indication contraire: les investissements du SECO totalisent jusqu'à présent 17 millions d'USD
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Renforcement des capacités/assistance technique dans des projets d'infrastructure (énergies renouvelables, réseaux d'aqueducs/d'égouts, systèmes d'assainissement, par exemple) Type de technologie transférée: Savoir-faire dans la planification et la réalisation d'investissements en infrastructure
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Faciliter la réalisation de projets d'infrastructure
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2004 – ouvert
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Medicines for Malaria Venture (MMV)
Objectif ou objet	Le but général de MMV est de faciliter un accès équitable à des médicaments antipaludéens de qualité, d'élaborer de meilleurs médicaments antipaludéens pour la gestion des cas cliniques et les populations vulnérables, et de concevoir de nouveaux outils pour maîtriser la résistance aux médicaments et éliminer la malaria.
Organisme offrant les incitations	Medicines for Malaria Venture (MMV)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Angola; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Libéria; Madagascar; Mali; Mauritanie; Myanmar; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 095 000 CHF (9 800 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Secteur pharmaceutique Type de technologie transférée: Recherche & développement (R&D) antipaludéens
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. Faciliter un accès équitable à des médicaments antipaludéens de qualité afin d'augmenter l'utilisation des produits existants et leur incidence sur la santé. 2. Élaborer de nouvelles combinaisons adaptées aux patients pour venir à bout des problèmes de résistance, faciliter le déploiement grâce à des cures plus courtes et protéger les populations vulnérables. 3. Concevoir de nouveaux outils pour maîtriser la résistance aux médicaments et contribuer à éliminer la malaria, dans la mesure où de plus en plus de pays réduisent la transmission de cette maladie et en deviennent finalement exempts.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2021
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/fr/1999/7F00667/phase7.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Recherche agricole internationale (CGIAR) – Contribution de base 2017 2019
Objectif ou objet	Le CGIAR est un partenaire mondial essentiel pour le soutien que la DDC fournit à la recherche agricole internationale pour le développement, en particulier au titre de la priorité thématique intitulée "systèmes d'innovation agricole". Cet engagement multilatéral complète et renforce l'engagement de la DDC concernant 1) la recherche agricole et les systèmes d'innovation agricole pour les petits exploitants aux niveaux national et régional et 2) les investissements effectués auprès d'organismes multilatéraux comme le FIDA (Fonds international de développement agricole), le WFP (Programme alimentaire mondial) et la FAO, qui sont tous des bénéficiaires et des utilisateurs des résultats de la recherche et de la capacité de recherche fournis par le CGIAR.
Organisme offrant les incitations	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	16 050 000 CHF (33 100 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Agriculture et sécurité alimentaire
	Type de technologie transférée: Recherche agricole et systèmes d'innovation agricole, production agricole (y compris la gestion des ressources naturelles)
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	Le deuxième Strategy and Results Framework (SRF 2016-2030) global du CGIAR prévoit que l'action du CGIAR et de ses partenaires permettront d'ici à 2022: - de faire baisser de 30 millions le nombre de personnes qui souffrent de la faim - d'augmenter de 100 millions le nombre de ménages agricoles ayant adopté des variétés et des essences d'arbres améliorées, et/ou de meilleures pratiques de gestion - d'accroître le taux de rendement de la culture des principaux produits alimentaires de base qui passerait de moins 1% actuellement à 1,2-1,4% - de faire baisser de 30 millions le nombre de personnes qui sont pauvres – et dont au moins 50% sont des femmes - de faire reculer de 55 millions d'hectares la superficie des sols dégradés
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2021
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2008/7F06286/phase8
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Fighting diseases of poverty: Drugs for Neglected Diseases Initiative (DNDi)
Objectif ou objet	La DNDi a pour objectif général de mettre au point de nouveaux traitements et d'améliorer les traitements existants pour les maladies tropicales négligées, afin de réduire la charge qu'elles imposent au niveau mondial, ainsi que de sauver des vies et d'améliorer la qualité de vie des patients et des populations à risque. L'objectif spécifique est de fournir 16 à 18 traitements d'ici à 2023 pour la leishmaniose, la trypanosomiase africaine (ou maladie du sommeil), la maladie de Chagas, la filariose, le HIV chez les enfants, l'hépatite C et/ou le mycétome, et d'établir un solide répertoire de la R&D pour ces maladies. Par ailleurs, la DNDi contribuera aussi à s'attaquer à la résistance aux antimicrobiens.
Organisme offrant les incitations	Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi), plus de 160 partenaires privés et publics à l'échelle mondiale
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 000 000 CHF (800 000 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Secteur pharmaceutique
Catégorie de technologie	Type de technologie transférée: Développement et fourniture de traitements pour les maladies tropicales négligées
Résultats/incidence	Technologies liées à la santé
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cinq traitements améliorés comprenant des médicaments enregistrés seront mis au point et utilisés de façon rationnelle, et bénéficieront d'un meilleur accès pour la maladie de Chagas, la maladie du sommeil et le mycétome. 2. Deux nouveaux traitements seront mis au point pour la maladie de Chagas, le mycétome, la maladie du sommeil et/ou la leishmaniose. 3. Les capacités des pays où les maladies sont endémiques seront davantage renforcées, ce qui leur permettra de mener des essais cliniques pour mettre au point des médicaments pour les maladies tropicales négligées conformément aux normes internationales. 4. Des mesures de sensibilisation et de promotion sont prises concernant la nécessité de mettre au point de nouveaux médicaments pour les maladies tropicales négligées et la résistance aux antimicrobiens.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2010/7F07741/phase3
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Swiss Bluetec Bridge: les start ups suisses au service des populations défavorisées
Objectif ou objet	La SPTB a pour objectif d'accélérer l'accès durable à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les résidents locaux – en particulier les plus démunis de la société – des régions rurales et des petites villes des pays en développement et émergents, en leur fournissant un accès aux technologies et innovations de pointe de la Suisse.
Organisme offrant les incitations	Swiss Bluetec Bridge, Strategos, CEWAS
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; Madagascar; Népal; République démocratique du Congo; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	26 925 CHF (157 700 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Accès à l'eau Type de technologie transférée: Technologies pour le traitement de l'eau, systèmes à faible coût pour dessaler l'eau salée ou saumâtre
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Financer des entreprises travaillant dans le domaine de l'accès à l'eau. 2. Offrir une eau salubre et abordable dans les zones rurales et les petites villes. 3. Réduire le prix de l'eau pour les consommateurs. 4. Créer des emplois dans les pays partenaires. 5. Lever des fonds supplémentaires grâce aux entrepreneurs.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2020-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projects.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F07944/phase2.html https://swissbluetecbridge.ch/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Promotion de l'emploi et du revenu non agricoles dans la région des Grands Lacs grâce à la production de matériaux de construction adaptés au climat
Objectif ou objet	Promouvoir l'emploi et le revenu non agricoles le long de toute la chaîne de valeur de la production de matériaux de construction en argile grâce à l'introduction et à la généralisation de technologies adaptées au climat et au contexte social
Organisme offrant les incitations	Fondation SKAT
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burundi; République démocratique du Congo; Rwanda
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 005 633 CHF (11 160 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Production industrielle Type de technologie transférée: Matériaux de construction adaptés au climat
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	1. Les investisseurs et les autorités le long de la chaîne de valeur prennent des décisions éclairées sur la base d'informations et de connaissances spécialisées importantes qui sont pertinentes pour faire du secteur une industrie inclusive pour l'approvisionnement en matériaux de construction abordables. 2. Établissement de chaînes d'approvisionnement locales respectueuses de l'environnement et de la main-d'œuvre qui fournissent des briques modernes fabriquées au Rwanda, au Burundi et dans la zone de Bukavu et qui sont prêtes à créer jusqu'à 1 millier d'emplois d'ici à la fin de la phase II. 3. La demande de briques modernes permettra au secteur de se développer.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2016-2021
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2012/7F08320/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektankenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Fondation pour les méthodes diagnostiques novatrices (FIND)
Objectif ou objet	FIND a pour objectif général de s'assurer que les fournisseurs de soins de santé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) sont habilités à détecter rapidement les maladies infectieuses et à les traiter de manière appropriée grâce aux nouveaux produits diagnostiques et conformément aux principes directeurs (de l'OMS); et à mettre en œuvre des programmes d'élimination des maladies négligées liées à la pauvreté. Le portefeuille de FIND comprend l'hépatite C, le VIH, la tuberculose, la malaria, la maladie du sommeil, la maladie de Chagas, l'ulcère de Buruli, la leishmaniose.
Organisme offrant les incitations	Fondation pour les méthodes diagnostiques novatrices (FIND)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ouganda; République démocratique du Congo; Tchad
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 180 000 CHF (5 025 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Développement et application rapide de tests diagnostiques novateurs
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. Mesures d'appui: les politiques, plans, stratégies et feuilles de route aux niveaux national et mondial sont influencés par la recherche/les programmes, et les produits sont inclus dans les lignes directrices nationales. 2. Enclencher le développement: les besoins en diagnostics pertinents et les capacités techniques déterminent l'établissement d'un processus de développement solide. 3. Entrée sur le marché et accès au marché: de nouveaux produits entrent sur le marché (c'est-à-dire qu'ils sont enregistrés et mis en circulation) pour appuyer les efforts faits pour contrôler et éliminer les maladies, et de nouveaux produits diagnostiques sont vendus ou distribués dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2017-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2013/7F08866/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Information par télédétection et assurance des récoltes dans les économies émergentes (RIICE)
Objectif ou objet	L'assurance des récoltes réduit la vulnérabilité des petits exploitants et favorise leur développement économique, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire nationale et régionale.
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Institut international de recherche sur le riz (IRRI), sarmap, Swiss Re
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	124 899 CHF (3 686 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Agriculture et sécurité alimentaire Type de technologie transférée: Transfert de connaissances pour le maniement d'un équipement très spécialisé (technologie des satellites)
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les petits producteurs (de riz) bénéficient de solutions d'assurance soutenues par l'IRRI et de conseils en matière d'atténuation des risques liés au climat. 2. Les institutions des régions ciblées proposent des solutions d'assurance utilisant les technologies de télédétection efficaces, efficientes et axées sur la demande. 3. Les gouvernements ont intégré/accepté les solutions d'assurance soutenues par l'IRRI dans les programmes ou directives concernant l'assurance agricole. 4. Les gouvernements et autres parties prenantes utilisent le système d'information sur les récoltes/rendements dans les politiques, stratégies et plans d'action concernant l'agriculture et la gestion des risques liés aux catastrophes pour renforcer la sécurité alimentaire et transférer les risques au secteur de l'assurance.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F07934/phase3

Nom du programme ou du projet	ESTHER (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau)
Objectif ou objet	Contribuer à de meilleurs résultats en santé de la population des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) grâce au renforcement des systèmes de santé et à l'amélioration de la qualité des services de santé, en particulier dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, y compris VIH/SIDA, de par l'établissement de partenariats institutionnels pour la santé
Organisme offrant les incitations	Université de Berne
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Libéria; Mali; Niger; République centrafricaine; République démocratique populaire lao; Sénégal; Tchad; Togo
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	0 CHF (2 793 967 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Partenariats institutionnels mettant à profit l'expérience et l'expertise de la Suisse en matière de santé sexuelle et reproductive et de maladies sexuellement transmissibles
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. Établissement de projets de partenariat institutionnels suisses pour la santé sous l'égide d'ESTHER qui sont mis en œuvre conformément aux normes de qualité de l'EEA (European Esther Alliance). 2. Traitement et diffusion des enseignements et faits tirés des projets de partenariat institutionnels suisses pour la santé au sein du réseau ESTHER Suisse et de l'EEA, en vue de son insertion dans le dialogue politique aux niveaux national et mondial. 3. Renforcement de la structure organisationnelle d'ESTHER Suisse.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2019-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2015/7F09184/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektatenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Programme mondial pour les droits de propriété intellectuelle (GPIPR)
Objectif ou objet	Offrir une protection efficace et efficiente des droits de propriété intellectuelle
Organisme offrant les incitations	Dialogue sur les politiques, formation de fonctionnaires gouvernementaux et d'entreprises dispensée par l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour la durée du projet: Budget pour l'ensemble du programme: 10 000 000 de CHF
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Renforcement des capacités commerciales Type de technologie transférée: Transfert de connaissances en ce qui concerne l'établissement, l'administration, l'enregistrement et l'acquisition de DPI et les moyens de faire respecter ces droits
Catégorie de technologie	Autres
Résultats/incidence	Amélioration du régime de propriété intellectuelle pour promouvoir l'innovation et la mise au point de nouveaux produits et services et de nouvelles méthodes de production
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2024
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Umbrella Facility for Trade
Objectif ou objet	L'Umbrella Facility for Trade, un fonds fiduciaire multidonateurs pour le commerce et le développement, soutient les travaux analytiques sur le commerce comme les analyses par pays fondés sur des données, les diagnostics sectoriels, l'établissement de bases de données, l'information sur les marchés, etc. Il est géré par la Groupe de la Banque mondiale.
Organisme offrant les incitations	Groupe de la Banque mondiale (BIRD/IFC)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2017-2023: 52 500 000 CHF sur toute la durée du projet (contribution de la Suisse: 5 millions de CHF)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: travaux analytiques sur le commerce Type de technologie transférée: Assistance partiellement technique et renforcement des capacités, partage des connaissances, collaboration et réseautage
Catégorie de technologie	Autres
Résultats/incidence	L'Umbrella Facility for Trade vise à soutenir le programme sur le commerce du Groupe de la Banque mondiale (4 piliers): 1. Accroissement de l'aide pour diversifier les exportations, en termes de nouveaux produits mais aussi de pénétration de nouveaux marchés géographiques 2. Intensification des mesures de réduction des droits de douane et d'abaissement des obstacles non tarifaires au commerce qui entravent l'accès aux marchés pour les biens et services 3. Soutien de la promotion des questions commerciales au niveau mondial grâce à l'établissement de partenariats et d'échanges mieux informés, et création de biens publics par la recherche, les données et les analyses relevant du domaine public 4. Baisse des coûts associés à la circulation des biens et services, y compris le long des chaînes d'approvisionnement internationales, que ces coûts soient calculés en temps, argent ou fiabilité
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2023
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Innovative Vector Control Consortium (IVCC) Phase 3
Objectif ou objet	L'IVCC a pour objectif global de réduire la transmission d'agents pathogènes par les insectes et, en fin de compte, d'améliorer la santé et de réduire la pauvreté résultant de ces maladies infectieuses, en renforçant la lutte contre les insectes vecteurs grâce à des produits nouveaux et efficaces.
Organisme offrant les incitations	Innovative Vector Control Consortium (IVCC)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Madagascar; Malawi; Mali; Mozambique; Ouganda; Rwanda; Tanzanie; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	550 000 CHF (4 400 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Processus de certification, élaboration de solutions innovantes pour lutter contre les vecteurs et traitements précis.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. De nouveaux produits de lutte antivectorielle pour surmonter la résistance aux insecticides et combler les lacunes actuelles perçues dans l'éradication du paludisme, telles que la transmission à l'extérieur. 2. Relever les défis techniques, politiques, réglementaires et opérationnels pour accélérer le développement réussi d'interventions efficaces de lutte antivectorielle. 3. Maximiser l'efficacité des produits par le biais d'une gestion appropriée de la résistance aux insecticides, d'une gestion intégrée des vecteurs et d'activités d'accès aux marchés et d'organisation du marché pour garantir l'approvisionnement et l'impact à grande échelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2014/7F08915/phase2
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Efficacité hydrique dans les secteurs du riz et du coton
Objectif ou objet	Amélioration de la sécurité alimentaire, les revenus des agriculteurs et de la productivité des ressources en eau pour 65 000 familles d'agriculteurs au Pakistan, en Inde, au Tadjikistan, en République kirghize, au Myanmar et à Madagascar.
Organisme offrant les incitations	HELVETAS Swiss Intercooperation
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Madagascar; Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	500 000 CHF (5 250 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Agriculture
Catégorie de technologie	Type de technologie transférée: Rotation des cultures et cultures intercalaires, irrigation au goutte à goutte, intensification de la culture du riz, ensemencement direct du riz et alternance d'humidification et d'assèchement, nivellement par laser
Résultats/incidence	Produits alimentaires et produits agricoles
	<ol style="list-style-type: none"> 1. 65 000 familles productrices de coton ou de riz adoptent des technologies améliorées entraînant des pratiques efficaces de gestion de l'eau et une augmentation de la production alimentaire (PUSH) 2. L'adoption de stratégies d'efficacité hydrique pour les produits de base est encouragée par des actions collectives des parties prenantes concernées et s'accompagne d'une augmentation du volume des achats de cultures produites dans des conditions améliorées (PULL) 3. L'amélioration de l'utilisation des ressources en eau dans les régions visées par le projet est régie par des plans multipartites de gestion de l'eau et est prise en compte dans les cadres de politique nationaux ou locaux (POLITIQUE) 4. Sensibilisation à l'échelle internationale: l'approche PUSH PULL POLITIQUE visant à encourager la bonne gestion des ressources naturelles est diffusée au sein des institutions internationales, sur les plates formes sectorielles et dans le cadre d'activités sectorielles
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2014/7F09186/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Innovations pour des systèmes de santé de qualité
Objectif ou objet	L'objectif général du Laboratoire de conception de systèmes de santé de qualité est de contribuer à promouvoir une couverture de santé universelle de qualité et, en fin de compte, de réduire les maladies et les décès qui auraient pu être évités dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
Organisme offrant les incitations	Harvard School of Public Health et autres centres de recherche universitaire dans le monde
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Kenya; Malawi; Népal; Tanzanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	310 000 CHF (6 048 203 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Élaboration et validation de nouveaux instruments et mesures pour une évaluation efficace de la qualité des systèmes de santé
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. De nouveaux instruments et mesures abordables pour une évaluation efficace de la qualité des systèmes de santé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont élaborés, validés et testés 2. Des évaluations innovantes de l'amélioration des systèmes de santé à grande échelle sont conçues et menées à bien 3. Une nouvelle génération de chercheurs spécialistes des systèmes de santé est formée et produit et utilise des données de qualité
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2018/7F10192/phase99.html?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Service d'assistance pour le commerce mondial
Objectif ou objet	Le Service d'assistance pour le commerce mondial est un outil en ligne qui aide les entreprises à explorer d'autres marchés pour leurs produits, pour diversifier le risque de marché en cas de baisse de la demande grâce à des statistiques détaillées sur le commerce et des renseignements sur les prix et les prescriptions réglementaires.
Organisme offrant les incitations	Centre du commerce international (ITC), CNUCED, OMC (et BAFD, FAO, BID, ICC, ONUDI, Groupe de la Banque mondiale, OMD, OMPI).
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2017-2029: 18 500 000 USD sur toute la durée du projet
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Portail d'information commerciale (en ligne) Type de technologie transférée: Accès à l'information commerciale, assistance partiellement technique et renforcement des capacités, partage, collaboration et réseautage
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication
Résultats/incidence	Phase 1 (2018-2020) – élaboration: intégration de données liées au commerce, élaboration et test du portail Web Phase 2 (2021-2023) – consolidation: coordination de la collecte de données et mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités sur l'utilisation du portail et sa mise à jour Phase 3 (2024-2026) – durabilité: renforcement des capacités locales, coordination régulière de la collecte de données et maintenance du site Web
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2026
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Projets régionaux de biocommerce en Asie du Sud-Est
Objectif ou objet	Réduire la pauvreté/augmenter les revenus
Organisme offrant les incitations	Helvetas
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar; République démocratique populaire lao
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	4 460 000 CHF (Myanmar, RDP lao, Viet Nam)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Renforcement des capacités commerciales Type de technologie transférée: Savoir-faire dans la production et le commerce (d'exportation) de produits biologiques
Catégorie de technologie	Biotechnologie et biodiversité
Résultats/incidence	Promouvoir la préservation de la biodiversité <ul style="list-style-type: none"> • Des sociétés concurrentes se livrant au biocommerce se font concurrence sur les marchés régionaux et internationaux conformément aux principes et critères éthiques du biocommerce • Établissement de chaînes de valeur opérant selon les principes éthiques du biocommerce pour fournir aux sociétés des produits qui sont demandés sur les marchés internationaux • Adoption par le gouvernement de mesures visant à établir un environnement respectueux de la politique éthique du biocommerce et favorable à cette politique • Gestion efficace et effective des connaissances et établissement d'un canal de communication sur le programme pour faciliter le partage des connaissances spécialisés et des acquis aux niveaux national et international
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2024
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Programme de développement du secteur commercial: Amélioration de l'offre de produits horticoles et du tourisme responsable pour développer des liens commerciaux
Objectif ou objet	Améliorer les chaînes de valeur du marché dans le secteur du tourisme pour les produits agricoles et établir des critères régissant le tourisme responsable
Organisme offrant les incitations	Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives (ONUDI, OIT, ITC, CNUCED, UNOPS)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2018-2022: 4 651 511 CHF
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Renforcement des capacités commerciales; production biologique Type de technologie transférée: Savoir-faire concernant le développement du tourisme, la production biologique
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	Amélioration des moyens d'existence/création d'emplois <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la capacité d'approvisionnement en produits de l'horticulture dans la région du lac Inle (État Shan) en termes de quantité et de qualité • Respect progressif des normes de sécurité internationales et certification (y compris au niveau des exigences biologiques) • Augmentation et stabilisation des activités commerciales des agriculteurs et agricultrices • La région du lac Inle (État Shan) devient une destination touristique, en particulier du tourisme inclusif et durable
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	HortiSempre
Objectif ou objet	L'objectif général est d'augmenter le revenu annuel net de 10 000 petits exploitants et exploitantes semi commerciaux et de 15 000 petits exploitants et exploitantes de subsistance de 30% par rapport au revenu de référence (environ 120 USD/an et environ 60 USD/an, respectivement).
Organisme offrant les incitations	Swisscontact
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mozambique
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 315 538 CHF (7 155 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Horticulture Type de technologie transférée: Promotion de solutions pour l'irrigation de toutes petites parcelles
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	1. Intrants et pratiques: accroissement de la productivité des petits exploitants horticoles du corridor de Nacala dans le nord du Mozambique. 2. Irrigation: augmentation des superficies irriguées des petits exploitants horticoles du corridor de Nacala dans le nord du Mozambique. 3. Compétitivité: augmentation de la réactivité du marché et de la compétitivité du secteur horticole dans le nord du Mozambique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2021
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2011/7F08214/phase2
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Soutien du St. Francis Hospital à Ifakara
Objectif ou objet	Soutenir l'hôpital pour le développement de tout un ensemble de services et établir un environnement propice à la formation des étudiants et à la recherche.
Organisme offrant les incitations	Novartis Foundation, SwissTPH, Solidarmed
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 363 116 CHF (8 978 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Savoir-faire, équipement médical, système TIC, recherche clinique
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. Qualité des soins: il est offert aux patients les services de très bons spécialistes et des soins en médecine, pédiatrie et chirurgie 2. Gouvernance: tous les organes directeurs fonctionnent selon des principes de responsabilisation et de transparence dans leur processus décisionnel 3. Gestion interne: à tous les niveaux, la gestion hospitalière s'acquitte de ses responsabilités de manière efficace et applique des procédures normalisées dans sa gestion générale et financière et sa gestion des ressources humaines 4. Collaboration avec les entités partenaires: tous les partenaires impliqués dans les activités de l'hôpital travaillent à la réalisation d'un objectif commun et utilisent les ressources disponibles de manière plus efficace
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2010-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projects.html/content/projects/SDC/en/2010/7F07720/phase1.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Nepal Agricultural Services Development Programme (NASDP)
Objectif ou objet	Augmenter le revenu agricole, et améliorer la sécurité alimentaire, la résilience et l'intégration sociale des ménages agricoles, en particulier ceux à la tête desquels se trouvent des femmes et des agriculteurs appartenant à des groupes défavorisés.
Organisme offrant les incitations	HELVETAS Swiss Intercooperation
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	127 951 CHF (9 790 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Agriculture Type de technologie transférée: Connaissances, recherche et développement
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	1. Les agriculteurs utilisent les connaissances, l'information et les technologies pertinentes pour accroître durablement leur productivité 2. Un système décentralisé et multidisciplinaire de recherche et vulgarisation fournit les technologies et services que les agriculteurs demandent et dont ils ont besoin.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2014-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.par.projectfilter.page2.html/content/dezaprojects/SDC/en/2014/7F08998/phase1
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	SREP: promotion de l'utilisation des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu
Objectif ou objet	Cofinancer des projets et programmes relatifs aux énergies renouvelables afin de démontrer la faisabilité de filières énergétiques à faibles émissions dans les pays à faible revenu.
Organisme offrant les incitations	Banques multilatérales de développement (Groupe de la Banque mondiale, BAsD, BAfD, BERD et BID)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh, Cambodge, Haïti, Îles Salomon, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Népal, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Vanuatu, Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour 2017-2020, sauf indication contraire: Aucune contribution additionnelle du SECO n'est prévue. Sa contribution s'élève à ce jour à 26 millions d'USD. En décembre 2019, la DDC a fait une contribution supplémentaire de 16 millions de CHF au titre du financement du changement climatique mondial.
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Technologies liées aux énergies renouvelables Type de technologie transférée: Renforcement des capacités programmatiques et transfert de savoir-faire dans le cadre de projets spécifiques
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Le 31 décembre 2020, 53 projets avaient été approuvés pour un financement total au titre du SREP de 603,6 millions d'USD. Le cofinancement attendu de sources publiques et privées s'élève à 3,03 milliards d'USD. Au terme du projet, 10 millions de personnes (dont 5,06 millions de femmes) devraient bénéficier d'un meilleur accès à l'énergie produite à partir de sources renouvelables, 3 770 GWh d'électricité supplémentaires seront produits à partir de sources d'énergie renouvelables et 2,76 millions de tonnes d'émissions de CO ₂ seront évitées chaque année.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2010-2028
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.wein.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Réduction des pertes alimentaires grâce à une meilleure gestion après récolte en Éthiopie
Objectif ou objet	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des revenus des petits exploitants agricoles en Éthiopie grâce à la réduction des pertes après récolte par la promotion des technologies, des politiques complémentaires et des innovations institutionnelles.
Organisme offrant les incitations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), HELVETAS Swiss Intercooperation
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	900 000 CHF (2 900 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Agriculture Type de technologie transférée: Silos métalliques
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	1. Réduction des pertes après récolte chez les petits exploitants agricoles, les groupements d'agriculteurs et les coopératives grâce à l'utilisation de technologies et de pratiques de gestion après récolte améliorées 2. Mise en place de services financiers durables et création de possibilités d'accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles et le secteur privé afin de promouvoir les technologies de gestion après récolte 3. Appui aux cadres réglementaires et aux structures institutionnelles appropriés pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion post récolte
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2012/7F08500/phase2
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Ifakara Health Institute: renforcement des résultats de recherche et innovations pour augmenter l'impact sur la santé publique
Objectif ou objet	Promouvoir et renforcer les approches novatrices en matière de recherche visant à améliorer l'impact sur la santé publique en Tanzanie.
Organisme offrant les incitations	Swiss TPH, Essential-Tech-EPFL, Rigittech, Robotech, Botnar Foundation
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 050 280 CHF (2 400 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Recherche dans le domaine de la santé Type de technologie transférée: Drones, chaîne de blocs, solutions mobiles et ateliers numériques, entre autres
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. L'attractivité de l'IHI en tant que plate-forme de recherche est durablement renforcée aux niveaux local, national, régional et mondial et ses recherches ont une incidence optimale sur le bien-être des communautés locales. 2. Faire prospérer la culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation, produire des solutions qui contribuent à l'amélioration du bien-être des communautés locales et au développement durable.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/1997/7F01726/phase7?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Contribution au Centre Ecologique Albert Schweitzer
Objectif ou objet	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de familles africaines tout en préservant les ressources naturelles grâce à une approche participative pour l'élaboration de solutions (techniques et méthodologiques).
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Centre Écologique Albert Schweitzer (CEAS)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; Madagascar; Sénégal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	880 000 CHF (1 760 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Énergies renouvelables, agriculture Type de technologie transférée: Énergie solaire, techniques agroalimentaires écologiques, diversification des cultures, création de systèmes de gestion et de tri des déchets
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les petites entreprises créent de la valeur ajoutée et des emplois à faible incidence sur l'environnement, y compris dans le domaine des énergies durables, de la gestion des déchets et de l'agroalimentaire. 2. Les autorités publiques sont en mesure d'améliorer l'accès aux services de base pour leur population, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables et de l'assainissement des eaux usées et du traitement des déchets. 3. Les processus d'innovation adoptés dans le cadre de mesures de coopération internationale font l'objet d'échanges au sein d'un groupe de parties prenantes afin d'établir les conditions optimales d'une large diffusion et d'une acceptation générale de ces innovations.
Statut du programme ou du projet	Achévé
Durée et calendrier	2019-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2003/7F02796/phase9?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html https://www.ceas.ch/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Gestion après récolte en Afrique subsaharienne
Objectif ou objet	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des petits agriculteurs, hommes ou femmes, en Afrique subsaharienne (en particulier au Bénin et au Mozambique), grâce à la réduction des pertes après récolte de céréales et d'autres cultures vivrières de base, au niveau des exploitations et des communautés.
Organisme offrant les incitations	HELVETAS Swiss Intercooperation
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Mozambique
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	65 673 CHF (2 000 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: sécurité alimentaire Type de technologie transférée: Silos, sacs hermétiques
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Environ 10 000 petites familles agricoles bénéficient directement de solutions améliorées de manutention et de stockage dans les chaînes de valeur des céréales et légumineuses. 2. Les bonnes pratiques en matière de réduction des pertes après récolte sont compilées, diffusées et améliorées. 3. Des cadres réglementaires appropriés permettant la réduction des pertes après récolte dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont adoptés et mis en œuvre au niveau national et au niveau régional, et leur financement est assuré.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2017-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2012/7F08498/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt-datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Renforcement de la gouvernance foncière
Objectif ou objet	Assurer l'égalité d'accès aux terres pour les petits producteurs de produits alimentaires, hommes ou femmes, de toutes origines ethniques.
Organisme offrant les incitations	Université de Berne
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 001 125 CHF (10 515 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: gouvernance foncière Type de technologie transférée: Plate-forme de données géographiques en libre accès
Catégorie de technologie	Autres
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Des données et des connaissances précises sur les terres sont largement disponibles, ce qui apporte de la transparence dans les échanges entre les diverses parties prenantes et les prises de décisions en matière de gouvernance foncière et de planification du développement durable. 2. Les parties prenantes au Myanmar ont renforcé leurs capacités et sont en mesure de se coordonner efficacement pour promouvoir des droits équitables en matière d'accès aux terres et aux ressources naturelles dans les politiques et dans les lois. 3. Les organisations de la société civile fondées sur l'origine ethnique jouent un rôle important dans la prise de décisions concernant la politique foncière et les autres ressources.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2014/7F09174/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Swiss Water Partnership
Objectif ou objet	Faire que le renforcement et la mise en commun des savoir-faire et de l'expertise suisses contribuent à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement et les pays en transition, grâce à une meilleure sécurité de l'approvisionnement en eau.
Organisme offrant les incitations	Swiss Water Partnership (plate-forme multipartite destinée à la recherche de solutions innovantes)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Niger; République démocratique populaire lao; Sénégal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	250 693 CHF (920 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Gestion de l'eau Type de technologie transférée: Techniques d'irrigation à petite échelle, systèmes d'approvisionnement en eau par gravité, systèmes de collecte des eaux de pluie, installations d'assainissement
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	1. Youth for Water – La jeunesse suisse est engagée et influence les réflexions autour de la question de l'eau 2. Innovations en faveur de l'ODD 6 et d'autres objectifs en rapport avec l'eau – Des innovations renforçant l'efficacité des approches visant les cibles des ODD en rapport avec l'eau sont mises au point et/ou mises à l'essai et mises en commun 3. Strong Swiss Voice – L'expertise de la Suisse en matière d'eau est requise par les principaux acteurs pour contribuer à atteindre les cibles des ODD en rapport avec l'eau
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2021
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2015/7F09280/phase2 https://www.swisswaterpartnership.ch/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	RUNRES: Le réseau rural-urbain: établissement d'une boucle d'éléments nutritifs en vue de l'amélioration des systèmes alimentaires urbains et régionaux
Objectif ou objet	Le principal objectif du programme RUNRES est de coconcevoir, de tester, de mettre en œuvre et d'améliorer des innovations sûres, efficaces (et efficaces) et socialement acceptables pour valoriser les ressources issues des déchets urbains et ruraux et améliorer les chaînes de valeur alimentaires afin de consolider les économies circulaires et ainsi renforcer la résilience des systèmes alimentaires urbains et régionaux.
Organisme offrant les incitations	ETHZ Zurich
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	République démocratique du Congo; Rwanda
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	960 000 CHF (4 878 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: sécurité alimentaire, agriculture Type de technologie transférée: Systèmes d'assainissement, flux circulaires des éléments nutritifs en agriculture
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleur contrôle des flux d'éléments nutritifs et recyclage des éléments nutritifs à travers le réseau rural-urbain. 2. Mise au point de solutions adaptées au niveau local – entreprises privées, investissements publics, partenariats public-privé et sciences citoyennes qui permettront des services d'assainissement durables et des innovations en matière de recyclage des déchets. 3. Amélioration de l'accès et augmentation de l'utilisation de fertilisants d'origine locale, qui renforceront l'agriculture locale durable. 4. Mise en place d'un environnement politique favorable à la diffusion de certaines innovations en partenariat avec les responsables politiques et les professionnels, et au-delà des régions ciblées par le programme RUNRES.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2023
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2018/7F09521/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Système d'information sur la gestion de l'assurance maladie en source ouverte (OpenHIMIS)
Objectif ou objet	L'objectif global de cette initiative est de contribuer à l'atténuation et à la réduction de la pauvreté en intégrant les populations les plus pauvres aux régimes de protection sociale de la santé. Leur intégration sera facilitée par la conception, la mise en œuvre et l'amélioration constante d'un système d'information sur la gestion de l'assurance maladie basé sur une technologie en source ouverte (openHIMIS) parce qu'une gestion plus efficace, plus transparente et plus efficiente améliore la capacité des régimes à étendre la couverture aux populations plus pauvres exclues jusqu'alors.
Organisme offrant les incitations	German Agency for International Cooperation (GIZ), Programme de l'Union européenne sur les systèmes de protection sociale (EU-SPS)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Djibouti; Gambie; Myanmar; Népal; République démocratique du Congo; Rwanda; Tanzanie; Tchad
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 000 000 de CHF (2 510 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Logiciel en source ouverte pour l'assurance maladie
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le Système d'information sur la gestion de l'assurance maladie en source ouverte ou des modules spécifiques sont adaptés et mis en œuvre dans les pays et intégrés dans les systèmes informatiques nationaux d'information sur la santé 2. Une communauté active de concepteurs de logiciels libres améliore constamment la base du logiciel, les modules et les composantes propres à chaque pays du système OpenHIMIS, en dialoguant avec ses utilisateurs 3. Les capacités des pays sont renforcées afin d'adapter, d'utiliser et de maintenir le logiciel en source ouverte en fonction des besoins spécifiques des pays
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2023
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.filterResults.html/content/deza/projects/SDC/en/2016/7F09605/phase1.html?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Solar irrigation for Agriculture Resilience (SoLAR)
Objectif ou objet	L'objectif global de ce projet est de contribuer à assurer des moyens de subsistance agricoles résilients au changement climatique, respectant l'égalité des genres et socialement inclusifs au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan en soutenant les efforts du gouvernement pour promouvoir les systèmes d'irrigation solaires.
Organisme offrant les incitations	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	807 105 CHF (5 570 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Gestion de l'eau Type de technologie transférée: Systèmes d'irrigation solaires: surveillance des eaux souterraines par des moyens électriques, pompes solaires efficaces et micro réseaux intelligents
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	1. Les données empiriques renforcées favorisent la conception de politiques relatives aux systèmes d'irrigation solaires résilients au changement climatique, fondés sur l'égalité des genres et socialement inclusifs, et adaptés aux eaux souterraines. 2. Des mesures et des approches innovantes concernant les systèmes d'irrigation solaires fondés sur l'égalité des genres, socialement inclusifs et adaptés aux eaux souterraines sont validées. 3. Renforcement des connaissances et des capacités nationales/mondiales concernant les politiques et les pratiques en matière de systèmes d'irrigation solaires fondés sur l'égalité des genres, socialement inclusifs et adaptés aux eaux souterraines.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2023
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2018/7F10119/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projektdatenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Somalia Information and Resilience Building Action (SIRA)
Objectif ou objet	Amélioration de la résilience des ménages agropastoraux grâce à l'augmentation des revenus due à la consolidation des chaînes de valeur du fourrage et amélioration de la résilience des ménages somaliens aux chocs futurs.
Organisme offrant les incitations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 895 000 CHF (6 880 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: sécurité alimentaire Type de technologie transférée: Élaboration de politiques fondées sur des éléments de preuve, savoir-faire dans le domaine de l'utilisation des données
Catégorie de technologie	Produits alimentaires et produits agricoles
Résultats/incidence	1. Les revenus des ménages des communautés ciblées de la région d'Awdal sont accrus grâce à la vente de fourrage. 2. Les risques pour les vies humaines et les moyens de subsistance des populations sont réduits grâce à la communication de renseignements en vue de mesures (FSNAU & SWALIM).
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2018/7F10190/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Adaptation au changement climatique dans les régions montagneuses
Objectif ou objet	L'objectif global de ce programme est d'élargir les connaissances sur le changement climatique et les moyens d'adaptation appropriés dans les régions montagneuses et de réunir ces connaissances sur des plates-formes scientifiques et politiques en vue de prises de décisions éclairées dans les processus d'élaboration des politiques au niveau national, régional et mondial, afin de renforcer la résilience au changement climatique des communautés montagneuses et des écosystèmes.
Organisme offrant les incitations	International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Université de Berne
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan; Bangladesh; Myanmar; Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 141 615 CHF (5 302 350 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Adaptation au changement climatique Type de technologie transférée: Expertise et connaissances, grâce à des plates-formes scientifiques et politiques régionales et des cadres politiques mondiaux.
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure disponibilité et meilleure utilisation des données d'observation des zones montagneuses; les services d'information favorisent les produits de connaissance régionaux et mondiaux sur le changement climatique dans les régions montagneuses. 2. Grâce au renforcement des plates-formes de dialogue scientifiques et politiques, l'adaptation au changement climatique dans les régions montagneuses est intégrée dans les processus de planification et d'élaboration des politiques des organismes régionaux et de leurs parties prenantes nationales. 3. Les connaissances en matière de solutions d'adaptation au changement climatique dans les régions montagneuses sont renforcées et exploitées au niveau national, régional et mondial. 4. Les principaux processus d'élaboration de politiques au niveau mondial prennent en compte l'adaptation au changement climatique dans les régions montagneuses.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2023
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2018/7F10208/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Projet de traitement oral innovant à dose unique pour la maladie du sommeil
Objectif ou objet	Cette aide financière exceptionnelle à l'Initiative Médicaments contre les maladies négligées (DNDi) vise à améliorer les possibilités de traitement simple de la maladie du sommeil, en particulier pour les populations les plus pauvres vivant en zones rurales et ayant un accès limité aux établissements de santé. En élaborant un traitement oral à administration unique (nommé "Acoziborole") et pouvant être pris chez soi, ce projet pourrait conduire à l'élimination durable de la transmission de la maladie (zéro cas) d'ici à 2030.
Organisme offrant les incitations	Fondation pour les méthodes diagnostiques novatrices (FIND)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Angola; Guinée; Malawi; République centrafricaine; République démocratique du Congo; Tanzanie; Tchad; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	246 000 CHF (1 316 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Thérapie contre la maladie du sommeil
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	Mise au point d'une thérapie contre la maladie du sommeil centrée sur le patient, par traitement oral à administration unique, abordable, judicieux et efficace, et facile à administrer en milieu rural.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	2019-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2019/7F10241/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Arbres de décision électroniques dynamiques pour la gestion des maladies infantiles (DYNAMIC)
Objectif ou objet	Améliorer la qualité des soins apportés aux enfants âgés de 0 à 12 ans dans les contextes où les ressources manquent, en validant et en mettant en œuvre un nouvel algorithme électronique clinique des points de délivrance des soins (ePOCT) qui guide et forme les professionnels de la santé pour le diagnostic et la prise en charge des enfants malades.
Organisme offrant les incitations	Université de Lausanne
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1 037 850 CHF (3 000 000 de CHF sur toute la durée du programme)
Domaine technologique	Domaine visé par le transfert de technologies: Santé Type de technologie transférée: Technologies numériques pour le diagnostic et la prise en charge des enfants malades
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. La gestion intégrée des enfants atteints d'affections aiguës au niveau des soins primaires est améliorée 2. Le système national d'information sanitaire pour la surveillance des maladies et la détection rapide des épidémies est renforcé 3. Les algorithmes cliniques sont améliorés et continuellement ajustés aux variations géographiques et saisonnières grâce à l'apprentissage automatique 4. La pression des médicaments antimicrobiens au sein de la communauté est réduite 5. L'environnement est favorable à la durabilité des algorithmes électroniques d'aide à la prise de décisions cliniques et à une mise en œuvre à plus grande échelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/activities-projects/projekte-fokus/Project-database.html/content/projects/SDC/en/2019/7F10361/phase1?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekt Datenbank.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Community-Based Chronic disease Care Lesotho (ComBaCa)
Objectif ou objet	Améliorer la santé et le bien-être social et économique des adultes vivant avec des maladies chroniques non transmissibles dans un environnement à faibles ressources.
Organisme offrant les incitations	
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Lesotho
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	950 000 CHF (6 040 000 de CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Application et système de données de santé en ligne
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Une application et un système de données de santé en ligne ont été développés, validés par une équipe clinique et intégrés, et sont opérationnels. 2. Des travailleurs de santé non professionnels fournissent, dans la communauté, des soins intégrés efficaces pour les maladies non transmissibles, en coordination avec le personnel des établissements de santé. 3. Le personnel clinique fournit des soins intégrés efficaces pour le traitement des maladies non transmissibles. 4. Des maladies non transmissibles additionnelles sont prises en charge dans le cadre de ComBaCa conformément aux priorités nationales et un plan de déploiement est élaboré. 5. Un renforcement des capacités dans les domaines de la santé et des technologies de l'information a été offert.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2025
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.deza@eda.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Hands4health
Objectif ou objet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer la durabilité des services en veillant à une utilisation rationnelle de l'eau dans les établissements de soins de santé et les écoles et en augmentant la rentabilité au niveau institutionnel. 2. Améliorer la santé du personnel, des patients et des visiteurs des établissements de soins de santé, ainsi que du personnel et des enfants dans les écoles.
Organisme offrant les incitations	
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; Ouganda
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	0 CHF (4 700 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Technologies de lavage des mains économes en eau
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le catalogue des technologies, des options de conception, des outils de surveillance et de contrôle de la qualité adaptés aux différents groupes d'utilisateurs, contextes et méthodes de production est disponible. 2. La production locale des éléments d'infrastructure sélectionnés est établie dans les 4 pays cibles. 3. Les interventions destinées à changer les comportements adaptées à la population et fondées sur des données sont évaluées. 4. L'approche globale de la question de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est élaborée, y compris un outil d'aide à la décision et un plan de mise en œuvre pour les différents groupes d'utilisateurs. 5. Des données empiriques sur l'impact sanitaire de l'approche sont disponibles auprès de 80 institutions des quatre pays cibles. 6. L'approche globale de la question de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est adoptée par les membres du Consortium et les principaux partenaires stratégiques (réseaux et organisations internationaux).
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2020/7F10345/phase3
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Désinfection des structures sanitaires à l'aide de la technologie WATA
Objectif ou objet	Contribuer à atténuer la propagation de la COVID-19 grâce à l'installation et l'utilisation de la technologie WATA pour la désinfection des installations sanitaires, à la dispense d'une formation appropriée.
Organisme offrant les incitations	WATALUX SA/Fondation Antenna
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; République démocratique du Congo; Tchad
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	555 000 CHF (692 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Production d'hypochlorite de sodium à partir de sel et d'eau
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	1. La propagation de la COVID-19 et d'autres infections dans les établissements équipés d'appareils WATA est contrôlée et limitée. 2. Les partenaires sont capables de faire fonctionner le kit WATA, de produire du chlore pur en toute sécurité et de l'utiliser de manière appropriée.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020-2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.deza@eda.admin.ch

Nom du programme ou du projet	REPIC – Plate forme de la Suisse pour la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité d'utilisation des ressources dans la coopération internationale
Objectif ou objet	Promouvoir le transfert de savoir-faire et de technologies dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité en matière d'utilisation de l'énergie et des ressources dans les pays en développement et les pays en transition
Organisme offrant les incitations	REPIC – Plate-forme de la Suisse pour la promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité d'utilisation des ressources dans la coopération internationale
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 500 000 CHF pour 2020 (10 000 000 de CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Savoir-faire dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'efficacité de l'utilisation des ressources (énergies solaire, éolienne, de la biomasse, géothermique et hydraulique)
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats/incidence	1. Transfert de connaissances: réalisation de projets durables 2. Réseaux, information, communication et coordination: communication et information efficaces ainsi que partenariats nationaux et internationaux, réseautage
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2022
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekttdatenbank/seco-projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SECO/en/2014/UR00123/phase5?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekttdatenbank/seco-projekte.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	http://www.repic.ch

Nom du programme ou du projet	Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP)
Objectif ou objet	Parvenir à l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030 et progresser vers la décarbonisation
Organisme offrant les incitations	ESMAP/Banque mondiale
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Les investissements du SECO totalisent 13 millions de CHF (+ 3 millions de la SDC)
Domaine technologique	Savoir-faire/transfert de technologies, aide à l'établissement et structuration de projets d'infrastructures énergétiques, soutien permettant d'éclairer les politiques/les stratégies
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique
Résultats/incidence	Établissement d'un financement éclairé, politiques/stratégies éclairées, augmentation des capacités et de la clientèle, amélioration des connaissances, approches novatrices et élaboration de solutions
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2021-2024
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekttdatenbank/seco-projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SECO/en/2015/UR00941/phase2?oldPagePath=/content/deza/en/home/aktivitaeten_projekte/projekte-fokus/projekttdatenbank/seco-projekte.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Nom du programme ou du projet	Swiss Programme on Capacities for Trade Policies (C4TP)
Objectif ou objet	Soutien ciblé, sur demande, pour le renforcement des capacités des gouvernements aux fins de la formulation de politiques commerciales.
Organisme offrant les incitations	GFA consulting group/St. Gallen Endowment for Prosperity through Trade (qui héberge l'initiative Global Trade Alert)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour l'ensemble du programme: 4 000 000 de CHF
Domaine technologique	Transfert de connaissances, de compétences en matière de négociation, de méthodes d'analyse et de capacités de mise en réseau pour concevoir, négocier et mettre en œuvre une politique commerciale efficace et favorable à l'économie du pays bénéficiaire.
Catégorie de technologie	Autres
Résultats/incidence	Des conditions-cadres plus favorables à un commerce inclusif et durable, contribuant à la croissance économique et à une résilience accrue.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2021-2024
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Partenariat mondial GovTech
Objectif ou objet	Le partenariat GovTech est un fonds d'affectation spéciale multidonateurs géré par la Banque mondiale et destiné à soutenir la transformation du secteur public par la numérisation. Il vise à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies pour transformer le secteur public et améliorer la prestation de services aux citoyens et aux entreprises.
Organisme offrant les incitations	Groupe de la Banque mondiale, pays membres de la Banque mondiale, secteur privé
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	Budget pour l'ensemble du programme: 8 700 000 CHF
Domaine technologique	Transfert de connaissances et de compétences, technologies disruptives (par exemple, intelligence artificielle, apprentissage automatique, informatique en nuage, chaînes de blocs), solutions et stratégies informatiques pour les entités publiques, logiciels et prototypes open source, cadres juridiques et réglementaires.
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication
Résultats/incidence	Accroître l'efficacité, la transparence et la responsabilité du secteur public par i) une meilleure connaissance des solutions et des approches GovTech; ii) une meilleure intégration des GovTech dans les opérations de la Banque mondiale; iii) un meilleur accès aux solutions GovTech open source; iv) une meilleure prestation de services grâce aux solutions GovTech; v) une meilleure réglementation GovTech.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2024
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	info.cooperation@seco.admin.ch

Nom du programme ou du projet	Innovative Vector Control Consortium (IVCC) Phase 2
Objectif ou objet	L'IVCC a pour objectif global de réduire la transmission d'agents pathogènes par les insectes et, en fin de compte, d'améliorer la santé et de réduire la pauvreté résultant de ces maladies infectieuses, en renforçant la lutte contre les insectes vecteurs grâce à des produits nouveaux et efficaces.
Organisme offrant les incitations	Innovative Vector Control Consortium (IVCC)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Madagascar; Malawi; Mozambique; Ouganda; Rwanda; Tanzanie; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	922 194 CHF (3 500 000 CHF sur toute la durée du projet)
Domaine technologique	Processus de certification, élaboration de solutions innovantes pour lutter contre les vecteurs et traitements précis
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats/incidence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre au point des outils innovants de lutte contre les vecteurs pour empêcher la résistance aux insecticides et permettre l'élimination du paludisme 2. Mettre en œuvre la stratégie d'accès de l'IVCC pour une utilisation et un impact maximum dans les pays dotés de ressources limitées 3. Faire en sorte que la lutte contre les vecteurs reste inscrite dans le programme politique grâce à des activités efficaces de communication et de promotion 4. Soutenir les plates formes scientifiques et techniques de l'IVCC pour apporter un soutien optimal aux partenaires universitaires et industriels
Statut du programme ou du projet	Achévé
Durée et calendrier	2018-2020
Site Web pour plus d'informations	https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/projets-vue-ensemble/projekte.filterResults.html/content/dezaprojects/SDC/en/2014/7F08915/phase2
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	